

Appel à communication

Colloque pluridisciplinaire

Construction et usages des indicateurs :

pauvreté, richesse, inégalités, bien-être, performance

Amiens, Université de Picardie Jules Verne, Logis du Roy, 23 et 24 mai 2013

Les débats, assez anciens, autour des indicateurs sociaux ont été récemment relancés suite à la publication du rapport dit Stiglitz-Sen-Fitoussi sur la mesure du progrès social et de la performance économique. Ce rapport a notamment eu quelques répercussions sur la statistique publique française qui se veut désormais plus attentive à certaines formes d'inégalités et à la mesure du bien-être. Parallèlement, on assiste à des initiatives plus ou moins isolées menées par des collectivités territoriales, des groupes associant des militants et des chercheurs ou encore par des structures associatives et qui visent à développer une information statistique alternative potentiellement mobilisable dans des stratégies d'argumentation et de revendication. Dans le même temps, la production statistique au niveau national se trouve de plus en plus en prise à des processus d'homogénéisation internationale et supranationale. Enfin, les entreprises et les administrations ont davantage recours qu'auparavant à une mise en forme quantitative de leur activité et de celle de leurs agents via des tableaux de bord ou des enquêtes internes dans lesquels les principaux intéressés ne reconnaissent pas nécessairement la réalité de leur travail et des problèmes qu'ils rencontrent. Pour autant et malgré cette multiplication des sources, certaines dimensions de la pauvreté, des inégalités, de la richesse, du bien-être, etc. restent invisibles faute d'être saisies par des dispositifs de quantification.

L'objectif de ce colloque est d'interroger ces différentes logiques dans une perspective pluridisciplinaire (sociologie, science politique, démographie, économie, philosophie, histoire,

droit) permettant de tenir ensemble les deux faces de la quantification : toute mise en indicateurs du monde social est déterminée par les conditions sociales, politiques, économiques, scientifiques, etc. dans lesquelles elle s'élabore et prend sens ; en retour, elle génère de nouvelles représentations du monde social et transforme les conditions dans lesquelles elle a été produite.

Les communications devront s'intégrer dans l'un des axes suivants :

1. Théories sociales et politiques, mise en indicateurs, débat public

Les communications proposées pour cette section devront interroger les fondements théoriques (capital humain, capital social, justice sociale, capacités, stratification sociale, cohésion sociale, etc.) et les impensés de la mise en indicateurs. Elles pourront également porter sur les débats publics suscités par la promotion de nouveaux indicateurs en identifiant les arguments mobilisés et les groupes porteurs de ces arguments.

2. Espaces de production statistique

Les communications proposées pour cette section devront traiter de la production statistique saisie comme processus relationnel de confrontation. Il s'agira de saisir les espaces de production statistique à travers les controverses politiques, techniques et scientifiques qui les parcourent tout en mettant en évidence les positions et les propriétés des agents qui y participent de manière à montrer comment, à partir de la constitution de « problèmes », s'élaborent et s'imposent des représentations statistiques du monde social. Les travaux présentés pourront porter aussi bien sur des expérimentations locales (création d'observatoires, démarches participatives...) que sur des logiques d'homogénéisation de l'information statistique au niveau national (travaux du CNIS par exemple), international (ONU et OCDE par exemple) ou supranational (Eurostat par exemple).

3. Statistiques, action, argumentation

Les communications proposées pour cette section pourront porter sur la façon dont les statistiques sont produites en soutien à des formes d'action et sont mobilisées comme éléments centraux de stratégies argumentatives. Elles pourront s'intéresser aux liens entre statistiques et action publique (programmation, évaluation, indicateurs de la LOLF...), mais également à la place que les statistiques occupent au sein d'entreprises et d'administrations (évaluation, mesure de la performance, benchmarking...). Il s'agira de saisir la façon dont les statistiques sont introduites ou évoluent, par le biais de « politiques du chiffre » ou de l'imposition d'une rationalité gestionnaire, pour participer au renouvellement de l'exercice du pouvoir, à de nouvelles formes de domination et de gouvernementalité. En retournant cette perspective, on pourra également s'intéresser aux logiques de contestation des dispositifs de quantification ou encore aux logiques de réappropriation de l'information statistique par les groupes dominés pour appuyer leurs revendications et trouver des appuis pour l'action.

4. Invisibilité statistique et invisibilité sociale

Les communications proposées pour cette section chercheront à éclairer les aspects les moins visibles et les moins accessibles statistiquement de la pauvreté, des inégalités, du bien-être, mais également de la richesse entendue au sens très large. On entend par-là les aspects qui ne sont pas (ou pas encore) appréhendés par des critères « objectivés » et ne faisant pas l'objet de conventions de quantification. On pense, par exemple, aux dimensions subjectives qui posent de nombreux problèmes d'identification et de mesure, aux dimensions symboliques des inégalités ou encore aux zones d'ombre générées par les dispositifs de quantification.

Les propositions de communication (3000 signes) sont à soumettre pour le **1^{er} février 2013 au plus tard** (réponse du comité scientifique le 1^{er} mars).

Elles devront comporter un titre, le nom de l'auteur(e) en précisant le statut et le rattachement.

Elles doivent être envoyées à :

Rémy Caveng (remy.caveng@u-picardie.fr)

Florence Gallemand (florence.gallemand@u-picardie.fr)

Claude Thiaudière (claudethiaudiere@sfr.fr)

Comité d'organisation :

Rémy Caveng, Florence Gallemand, Claude Thiaudière

Comité scientifique :

Isabelle Bruno (CERAPS, CNRS-Université Lille 2), Rémy Caveng (CURAPP-ESS, CNRS-UPJV), Pascal Depoorter (CURAPP-ESS, CNRS-UPJV), Nathalie Frigul (CURAPP-ESS, CNRS-UPJV), Florence Gallemand (CURAPP-ESS, CNRS-UPJV), Mathieu Hauchecorne (Printemps, UVSQ-CNRS), Céline Husson-Rochongar (CURAPP-ESS, CNRS-UPJV), Florence Jany-Catrice (CLERSE, CNRS-Université Lille 1), Frédéric Lebaron (CURAPP-ESS, CNRS-UPJV), Jean-Pierre Le Bouhris (CURAPP-ESS, CNRS-UPJV), Nathalie Le Bouteillec (CURAPP-ESS, CNRS-UPJV), Patrick Lehingue (CURAPP-ESS, CNRS-UPJV), Etienne Pénissat (CERAPS, CNRS-Université Lille 2), Gabrielle Radica (CURAPP-ESS, CNRS-UPJV), Grégory Salle (CLERSE, CNRS-Université Lille 1), Richard Sobel (CLERSE, CNRS-Université Lille 1), Claude Thiaudière (CURAPP-ESS, CNRS-UPJV), Philippe Warin (PACTE, CNRS-IEP Grenoble).

Colloque organisé avec le soutien de la Région Picardie